

## Séance ordinaire du mardi 15 octobre 2024

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-quatre et le quinze octobre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

### Commerce

#### Présents :

Tasnime AKBARALY, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOSSI, Hind EMAD, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUQUET, Stéphanie JANNIN, Stéphane JOUAULT, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Serge MARTIN, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

#### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Eddine ARIZTEGUI ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Alban ZANCHIELLO, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Maryse FAYE ayant donné pouvoir à Laurent NISON, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOSSI, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Coralie MANTION.

#### Absents / Excusés :

Salim JAWHARI, Flora LABOURIER

## Immeuble Le Capoulié - Locaux 6 rue de Maguelone - Parcelle cadastrée HM 36 - Désaffectation et déclassement du domaine public communal - Approbation

Monsieur Alban ZANCHIELLO, Adjoint au Maire, rapporte :

Construit pour accueillir un grand magasin en 1897 par les architectes SOREAU & PRATT, à l'instar des grands magasins parisiens, le Capoulié, alors « *Paris-Montpellier* » se trouve sur l'emplacement de l'éphémère théâtre concert des Variétés, créé en 1888 à la rencontre de la rue d'Obilion et de la nouvelle artère alors, reliant la gare à la place de la Comédie, la rue Maguelone. Le magasin ajoutait à sa surface de vente, les avantages d'un salon de lecture, d'une salle de correspondance et d'un cinématographe Lumière, en activité jusque dans les années 1920. Le volume était divisé horizontalement par des galeries à encorbellement portées par des colonnes de fonte et auxquelles donnait accès un escalier central à double révolution. En 1917 le bâtiment sera surélevé d'un étage par les architectes Léopold & Louis CARLIER.

Jusqu'en 1960, l'immeuble était occupé par l'enseigne « *Paris-Montpellier* », puis l'immeuble a été vendu et a fait l'objet d'un découpage en 67 lots de copropriété dans les années 80. L'intérieur a été démoli et recomposé en 7 niveaux. A la suite de ces évolutions, la Ville de Montpellier a acquis plusieurs locaux dans cet immeuble à caractère patrimonial dénommé « *Le Capoulié* » situé 6 rue Maguelone, acquisition réalisée en deux temps par actes des 29 janvier 1982 et 13 juillet 2007.

Ces locaux, composés des lots 1, 27 et 29, correspondent à la quasi-totalité du rez-de-chaussée de l'immeuble et des entresols. Ces locaux ont accueilli certains services municipaux, notamment l'Office du

tourisme puis la Maison de la prévention et l'Espace Jeunesse. La Maison de la prévention a quitté les lieux fin 2016, puis l'Espace jeunesse a occupé encore une partie des locaux, qu'il a quitté à la fin du premier semestre 2018. Les locaux sont donc matériellement désaffectés.

Par délibération du 23 novembre 2017, anticipant sur cette désaffectation programmée, la Ville a décidé de lancer une procédure de mise en vente de ce bien, comme l'y autorise l'ordonnance 2017-562 du 19 avril 2017 relative à la propriété des personnes publiques, qui permet aux collectivités de procéder à la cession de leurs biens par anticipation sur leur désaffectation et leur déclassement.

Le porteur de projet choisi après appel à concurrence en 2018 a renoncé à l'acquisition, après un contentieux ayant repoussé la possible réalisation du projet, étant donné le contexte économique post-Covid-19.

Un autre porteur de projet s'est présenté en vue d'animer les lieux. Il est proposé de décider formellement de leur déclassement et de faire entrer ce bien dans son domaine privé. Cette mise en location sera proposée par délibération spécifique.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- De constater la désaffectation des locaux situés dans l'immeuble le Capoulié 6 rue Maguelone et cadastrés section HM 36 ;
- De prononcer le déclassement du domaine public communal de ce bien pour le faire entrer dans le domaine privé de la commune ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 50 voix

Contre : 7 voix

Abstentions : 6 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 18 octobre  
2024**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 25 octobre 2024**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20241015-278962-DE-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 24/10/24  
Réception en Préfecture : 24/10/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, en vertu de l'article R. 421-5 du Code de justice administrative. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).